

Affaires courantes

contre une personne soit graves et font horreur à la société.

Les pétitionnaires nous demandent donc de modifier en conséquence le Code criminel du Canada, la Loi de 1972 sur la réforme du cautionnement et la Loi sur la libération conditionnelle.

LES LOCALITÉS RURALES

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, j'ai deux séries de pétitions à présenter aujourd'hui.

La première vient de Semans et Carrot River, deux localités situées aux extrémités de ma circonscription. Les pétitionnaires signalent que les décisions que le gouvernement a prises récemment constituent une attaque directe contre les localités rurales.

Ils exhortent le Parlement à appuyer le mode de vie du Canada rural et en particulier la préservation des bureaux de poste et des services postaux ruraux ainsi qu'à rejeter les projets du gouvernement qui veut réduire les services et fermer les bureaux de poste.

LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

M. Vic Althouse (Mackenzie): Monsieur le Président, je veux aussi présenter une pétition signée par des habitants de la région de Choiceland, de Melfort et de Gronlid, qui signalent que les impôts fonciers ne cessent d'augmenter à cause du coût des soins de santé, de l'éducation, de l'amélioration de l'infrastructure, des services sociaux, des services de loisirs et des services de protection.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement fédéral de continuer d'assumer au moins 30 p. 100 du coût des services de la Gendarmerie royale du Canada afin d'assurer la sécurité des Canadiens.

LE LOGEMENT

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter deux pétitions ce matin. L'une d'entre elles porte sur le logement.

Les pétitionnaires signalent que, aux termes des propositions constitutionnelles, le secteur du logement, y compris les coopératives d'habitation sans but lucratif, relèverait dorénavant des provinces, sans que celles-ci ne reçoivent nécessairement une compensation pour ce transfert de responsabilité. Il fait ressortir le fait que les coopératives d'habitation permettent à des milliers de Canadiens d'avoir accès à un logement convenable à prix abordable.

Les pétitionnaires signalent en outre que certaines provinces seront peut-être incapables de soutenir financièrement les coopératives d'habitation sans but lucratif. Cela les inquiète beaucoup. Ils veulent que le logement soit une responsabilité partagée entre le gouvernement fédéral et les provinces et que la Société canadienne d'hypothèques et de logement continue d'exister.

LES PENSIONS

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, la deuxième pétition concerne l'indexation des pensions. Les pétitionnaires sont les membres de l'Alliance de la Fonction publique du Canada.

Ils soulignent—et je suis parfaitement d'accord avec eux—que les pensions indexées sont nécessaires non seulement pour certains groupes de la population canadienne, mais pour l'ensemble des Canadiens.

Ils ajoutent—et, encore une fois, je leur donne raison—qu'un nombre de plus en plus grand de Canadiens disposeront, au moment de leur retraite, de revenus fixes qui, très souvent, ne seront pas à l'abri de l'inflation. Comme moi, ils estiment indispensable d'augmenter les prestations en fonction de la hausse du coût de la vie.

Les pétitionnaires déplorent le fait que le gouvernement semble vouloir restreindre ou supprimer la pleine indexation pour les fonctionnaires fédéraux. Ils croient, et je suis d'accord avec eux, que le gouvernement devrait se donner comme objectif de verser à tous les Canadiens des pensions indexées en fonction de l'inflation.

LA FISCALITÉ

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je présente aujourd'hui une pétition en vertu de l'article 36 du Règlement. Inlassablement, les Canadiens réclament de vraies réformes pour rendre notre régime fiscal juste. Cette fois-ci, la demande vient d'une région ontarienne, celle d'Oshawa, de Whitby et d'autres localités.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Dennis Mills (Broadview—Greenwood): Monsieur le Président, j'ai l'honneur, en vertu de l'article 36 du Règlement, de prendre la parole au nom de milliers de mes électeurs, dans la circonscription de Broadview—Greenwood, qui continuent de signer des pétitions et de me demander d'intervenir auprès du gouvernement pour qu'il révise ses positions sur la TPS et abolisse cette taxe parce que le manque de confiance des consommateurs est probablement le facteur le plus important pour faire augmenter le chômage et les mises à pied dont nous sommes témoins depuis un an.

M. David D. Stupich (Nanaimo—Cowichan): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter une pétition dûment certifiée conformément à l'article 36 du Règlement, et signée par des résidents de ma circonscription. La taxe sur les produits et services étant appliquée aux produits d'hygiène féminine tels que les tampons et les serviettes, ces produits étant nécessaires aux femmes de la puberté à la ménopause et le gouvernement ayant